



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Première session ordinaire  
Rome, 21 janvier 2025  
et  
Rome, 18–20 février 2025

---

Distribution: générale

Point 8 de l'ordre du jour

Date: 24 janvier 2025

WFP/EB.1/2025/8-G

Original: anglais

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## **Révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires, et augmentations ou diminutions budgétaires correspondantes, approuvées en vertu de délégations de pouvoirs entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2024**

### **Résumé**

Le présent rapport fait état des révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires ainsi que des augmentations ou des diminutions budgétaires correspondantes approuvées en vertu de délégations de pouvoirs entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2024. Il fournit au Conseil d'administration des informations sur les révisions de plans stratégiques de pays, conformément à l'engagement pris dans ce sens par la direction lors des consultations informelles organisées en amont de la tenue de la deuxième session ordinaire du Conseil de 2017 et de la première session ordinaire de 2020.

Au cours de la période examinée, 37 révisions ont été approuvées, entraînant une augmentation du plan fondé sur les besoins du PAM de 558 millions de dollars É.-U., soit une hausse de 1 pour cent du budget total combiné des différents plans stratégiques de pays considérés.

Sur les 37 révisions effectuées, 6 ont été approuvées par la Directrice exécutive et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2 par le Conseil d'administration, 6 par la Directrice exécutive, 9 par des directeurs régionaux et 14 par des directeurs de pays.

---

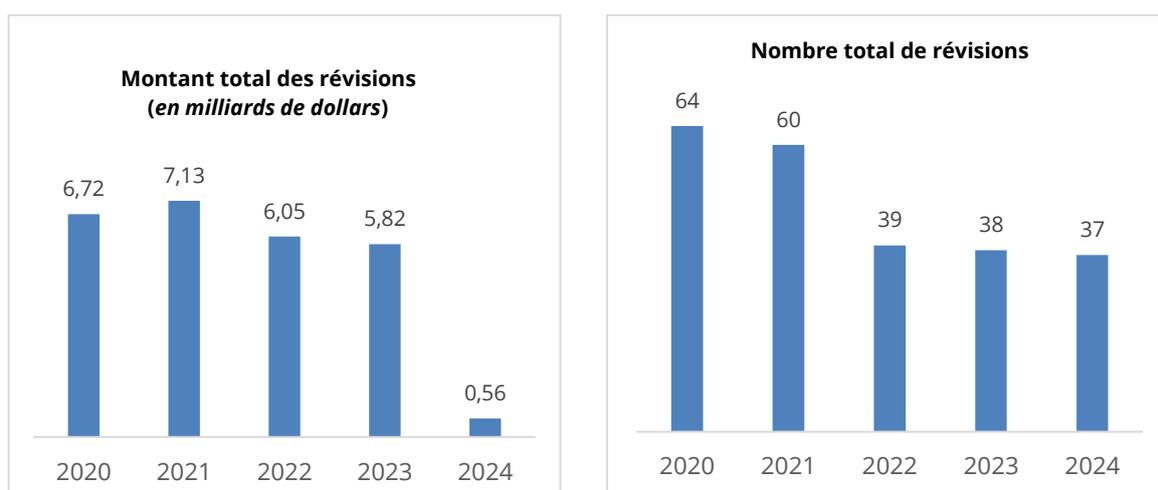
#### **Coordonnateurs responsables:**

M. W. Affif  
Chef  
Unité chargée du cycle et de la qualité  
des programmes  
courriel: [william.affif@wfp.org](mailto:william.affif@wfp.org)

M. M. Wachs  
Spécialiste de l'analyse des données  
Unité chargée du cycle et de la qualité  
des programmes  
courriel: [martin.wachs@wfp.org](mailto:martin.wachs@wfp.org)

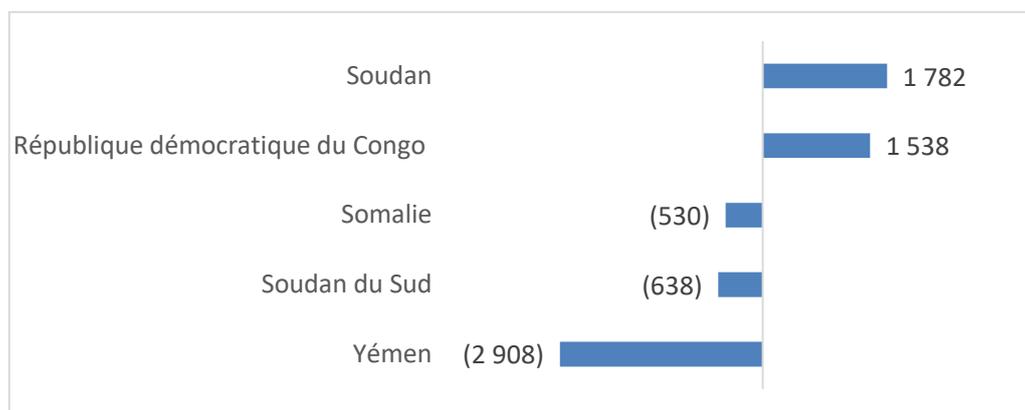
Trois des bureaux régionaux ont accru leur budget initial au cours de la période examinée et les trois autres l'ont réduit. L'augmentation la plus importante, de 1 918 millions de dollars, concerne le Bureau régional pour l'Afrique australe, et la principale réduction, de 1 132 millions de dollars, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est. Au niveau des pays, les plus fortes augmentations budgétaires concernaient le Soudan (1 782 millions de dollars) et la République démocratique du Congo (1 538 millions de dollars). Les plus fortes réductions concernaient le Yémen (2 908 millions de dollars) et le Soudan du Sud (638 millions de dollars).

**Figure 1: Comparaison entre le montant total et le nombre des révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires autorisées entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre (2020-2024) (coûts d'appui directs et indirects compris)**



<b>TABLEAU 1: MONTANT DES RÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR BUREAU RÉGIONAL, DU 1<sup>ER</sup> JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2024 (COÛTS D'APPUI DIRECTS ET INDIRECTS COMPRIS)</b>			
<b>Bureau régional</b>	<b>Montant initial du PSP (en millions de dollars)</b>	<b>Montant de la révision (en millions de dollars)</b>	<b>Modification (en pourcentage)</b>
Afrique de l'Est	8 924	(1 132)	(13)
Moyen-Orient, Afrique du Nord et Europe orientale	18 126	(1 082)	(6)
Amérique latine et Caraïbes	1 487	(68)	(5)
Asie et Pacifique	2 881	6	0
Afrique de l'Ouest	3 076	916	30
Afrique australe	4 274	1 918	45
<b>Total</b>	<b>38 769</b>	<b>558</b>	<b>1</b>

**Figure 2: Principales variations budgétaires par bureau de pays, du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2024 (en millions de dollars)**



**TABEAU 2: PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS ET PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS OU DES DIMINUTIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2024, PAR DÉLÉGATION DE POUVOIRS ET PAR MONTANT**

Délégation de pouvoirs	Numéro de paragraphe du présent rapport contenant la description	Bureau de pays	Document	Augmentation ou diminution totale du nombre de bénéficiaires directs (hors chevauchements)	Montant total de la révision (coûts d'appui directs et indirects compris) (en millions de dollars)
Directrice exécutive et Directeur général de la FAO	1	Soudan	Septième révision budgétaire du PSP pour 2019–2024	12 051 294	1 782,06
Directrice exécutive et Directeur général de la FAO	2	République démocratique du Congo	Deuxième révision budgétaire du PSP pour 2021–2024	731 474	1 537,82
Directrice exécutive et Directeur général de la FAO	3	Mali	Septième révision budgétaire du PSP pour 2020–2024	246 100	465,53
Directrice exécutive et Directeur général de la FAO	4	Niger	Sixième révision budgétaire du PSP pour 2020–2024	1 314 331	297,65
Directrice exécutive et Directeur général de la FAO	5	Malawi	Deuxième révision budgétaire du PSP pour 2024–2028	1 367 655	186,04
Directrice exécutive et Directeur général de la FAO	6	Zambie	Deuxième révision budgétaire du PSP pour 2023–2028	1 088 358	67,97
Conseil d'administration	7	Togo	Deuxième révision budgétaire du PSP pour 2022–2026	466 332	78,22
Conseil d'administration	8	Sierra Leone	Cinquième révision budgétaire du PSP pour 2020–2024	(663 837)	44,26
Directrice exécutive	9	Yémen	Première révision budgétaire du PSP pour 2023–2025	(3 432 803)	(2 907,74)

**TABLEAU 2: PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS ET PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS OU DES DIMINUTIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2024, PAR DÉLÉGATION DE POUVOIRS ET PAR MONTANT**

<b>Délégation de pouvoirs</b>	<b>Numéro de paragraphe du présent rapport contenant la description</b>	<b>Bureau de pays</b>	<b>Document</b>	<b>Augmentation ou diminution totale du nombre de bénéficiaires directs (hors chevauchements)</b>	<b>Montant total de la révision (coûts d'appui directs et indirects compris) (en millions de dollars)</b>
Directrice exécutive	10	Soudan du Sud	Première révision budgétaire du PSP pour 2023-2025	478 485	(637,80)
Directrice exécutive	11	Somalie	Troisième révision budgétaire du PSP pour 2022-2025	647 862	(532,39)
Directrice exécutive	12	Congo	Quatrième révision budgétaire du PSP pour 2019-2024	214 113	93,21
Directrice exécutive	13	Bangladesh	Première révision budgétaire du PSP pour 2022-2026	195 000	(63,75)
Directrice exécutive	14	Rwanda	Cinquième révision budgétaire du PSP pour 2019-2024	600	8,05
Directrice régionale	15	Venezuela (République bolivarienne du)	Première révision budgétaire du PSP pour 2023-2025	95 661	(114,04)
Directeur régional	16	République populaire démocratique de Corée	Quatrième révision budgétaire du PSP pour 2019-2025	803 134	37,34
Directrice régionale	17	Cuba	Quatrième révision budgétaire du PSP pour 2021-2024	245 930	36,91
Directrice régionale	18	Liban	Deuxième révision budgétaire du PSP pour 2023-2025	0	31,88
Directrice régionale	19	État de Palestine	Troisième révision budgétaire du PSP pour 2023-2028	0	29,99
Directeur régional	20	Côte d'Ivoire	Troisième révision budgétaire du PSP pour 2019-2025	209 031	30,33
Directeur régional	21	Djibouti	Troisième révision budgétaire du PSP pour 2020-2025	(78 111)	27,74
Directeur régional	22	Mozambique	Deuxième révision budgétaire du PSP pour 2022-2026	356 352	19,05

**TABLEAU 2: PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS ET PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS OU DES DIMINUTIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2024, PAR DÉLÉGATION DE POUVOIRS ET PAR MONTANT**

<b>Délégation de pouvoirs</b>	<b>Numéro de paragraphe du présent rapport contenant la description</b>	<b>Bureau de pays</b>	<b>Document</b>	<b>Augmentation ou diminution totale du nombre de bénéficiaires directs (hors chevauchements)</b>	<b>Montant total de la révision (coûts d'appui directs et indirects compris) (en millions de dollars)</b>
Directeur régional	23	République démocratique populaire lao	Deuxième révision budgétaire du PSP pour 2022-2026	251 679	14,79
Directeur de pays	24	Iraq	Cinquième révision budgétaire du PSP pour 2020-2024	(167 400)	(32,59)
Directeur de pays	25	République-Unie de Tanzanie	Troisième révision budgétaire du PSP pour 2022-2027	255 620	13,57
Directeur de pays	26	République kirghize	Deuxième révision budgétaire 2 du PSP pour 2023-2027	183 850	10,10
Directrice de pays	27	Pérou	Première révision budgétaire du PSP pour 2023-2026	(17 021)	9,16
Directrice de pays	28	Algérie	Quatrième révision budgétaire du PSP pour 2019-2025	0	7,44
Directrice de pays	29	Iran (République islamique d')	Première révision budgétaire du PSP pour 2023-2025	(8 286)	5,80
Directrice de pays	30	Timor-Leste	Troisième révision budgétaire du PSP pour 2023-2025	40	3,85
Directeur de pays	31	Myanmar	Première révision budgétaire du PSP pour 2024-2025	0	2,21
Directrice de pays	32	Arménie	Sixième révision budgétaire du PSP pour 2019-2025	(12 317)	1,22
Directeur de pays	33	Népal	Première révision budgétaire du PSP pour 2024-2028	79 760	1,10
Directeur de pays	34	El Salvador	Troisième révision budgétaire du PSP pour 2022-2027	1 950 000	0,42
Directeur de pays	35	Eswatini	Cinquième révision budgétaire du PSP pour 2020-2025	0	0,24

**TABEAU 2: PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS ET PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS OU DES DIMINUTIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2024, PAR DÉLÉGATION DE POUVOIRS ET PAR MONTANT**

Délégation de pouvoirs	Numéro de paragraphe du présent rapport contenant la description	Bureau de pays	Document	Augmentation ou diminution totale du nombre de bénéficiaires directs (hors chevauchements)	Montant total de la révision (coûts d'appui directs et indirects compris) (en millions de dollars)
Directeur de pays	36	Tunisie	Deuxième révision budgétaire du PSP pour 2022-2025	600	0,30
Directrice de pays	37	Honduras	Première révision budgétaire du PSP pour 2023-2027	0	0,00

*Abréviations:* FAO = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; PSP = plan stratégique de pays; PSPP = plan stratégique de pays provisoire.

## Révisions et augmentations ou diminutions budgétaires approuvées conjointement par la Directrice exécutive et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

1. **La septième révision du plan stratégique de pays (PSP) établi pour le Soudan (2019-2024)** permet d'augmenter le nombre de bénéficiaires de 12 millions de personnes et le budget global de 1 782 millions de dollars. Au titre de cette révision, la durée du PSP sera prolongée de 14 mois, jusqu'au 28 février 2026, pour tenir compte de la prolongation d'un an – jusqu'au 31 décembre 2025 – du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Cette prolongation est due à la situation qui règne actuellement au Soudan, qui rend impossible l'élaboration d'un nouveau plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après "plan-cadre de coopération"). L'insécurité alimentaire et nutritionnelle s'est aggravée dans le pays depuis qu'un conflit y a éclaté en avril 2023. La révision modifie les opérations du PAM de manière à amplifier la portée de l'assistance, à élargir la palette de modalités de transfert parmi lesquelles choisir, à renforcer les activités ayant trait à la chaîne d'approvisionnement et à intensifier l'action visant à garantir l'accès humanitaire.
2. **La deuxième révision du PSP pour la République démocratique du Congo (2021-2024)** permet d'augmenter le nombre de bénéficiaires de 731 474 personnes, et le budget global de 1 538 millions de dollars. Cette révision prolonge la durée du PSP d'un an, jusqu'au 31 décembre 2025. De plus, pour faire face à l'accentuation des besoins, elle allonge la durée des programmes de transferts de ressources non assortis de conditions, qui passe de trois mois à six mois, et augmente le montant des transferts de type monétaire effectués au profit des bénéficiaires, de 0,5 dollar à 0,7 dollar par personne et par jour. Afin de faciliter le relèvement rapide dans les zones frappées par la crise, le PAM prévoit de remettre en place une composante axée sur l'assistance alimentaire en nature dans le cadre de ses activités visant à renforcer la résilience. En novembre 2025, il soumettra un PSP "de troisième génération" pour la République démocratique du Congo, couvrant la période 2026-2029<sup>1</sup>, au Conseil à sa deuxième session ordinaire. La présentation de ce nouveau PSP a été reportée d'un an en raison de la situation d'urgence en cours, qu'aggrave le manque de visibilité sur le plan politique.

<sup>1</sup> Le texte sera harmonisé avec celui du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2025-2029.

3. **La septième révision du PSP pour le Mali (2020–2024)** permet d'augmenter le nombre de bénéficiaires de 246 100 personnes et le budget global de 465,5 millions de dollars. Elle prévoit une prolongation de 24 mois du PSP, jusqu'au 31 décembre 2026, ce qui permettra au PAM de faire concorder les activités qu'il mène au Mali avec le Plan-cadre de coopération et les priorités nationales à la faveur d'un nouveau PSP. Le Gouvernement malien a approuvé une prolongation d'un an du Plan-cadre de coopération pour la période 2020-2024 afin de le faire concorder avec les priorités nationales. Le PAM continuera de privilégier la distribution d'une assistance alimentaire d'urgence aux personnes les plus gravement touchées par l'insécurité alimentaire, principalement dans les zones frappées par la crise que sont Menaka, Gao, Tombouctou et Koro, dans le nord et le centre du pays. Afin de réduire les besoins humanitaires globaux et d'appuyer le développement à long terme, le PAM continuera d'amplifier l'appui qu'il apporte au renforcement de la résilience des ménages vulnérables. Les objectifs qu'il vise à cet égard consistent à réduire les besoins humanitaires dans les zones tampon, à accroître la résilience des communautés locales et à renforcer le système alimentaire national en améliorant la production alimentaire locale.
4. **La sixième révision du PSP pour le Niger (2020–2024)** augmente le nombre de bénéficiaires de 1,3 million de personnes et le budget global de 297,6 millions de dollars. Cette révision prolonge la durée du PSP de 12 mois, jusqu'en décembre 2025, pour permettre l'élaboration d'un nouveau PSP pour la période 2026–2030. Après s'être emparé du pouvoir en juillet 2023, le Gouvernement militaire de transition nigérien a défini une nouvelle stratégie de développement national, décrite dans le Programme de résilience pour la sauvegarde de la Patrie. Ce programme remplace le précédent plan de développement et énonce les priorités socioéconomiques du Gouvernement de transition pour la période 2025–2027. En juillet 2024, le document contenant le programme officiel n'avait pas encore été définitivement validé par le Gouvernement de transition. Le Plan-cadre de coopération en vigueur court jusqu'à la fin 2027.
5. **La deuxième révision du PSP pour le Malawi (2024–2028)** augmente le nombre de bénéficiaires de 1,4 million de personnes et le budget global de 186 millions de dollars. Cette révision vise à faire face à la crise humanitaire provoquée par les périodes sèches et les inondations causées par le phénomène El Niño, qui ont eu des effets dévastateurs sur les récoltes et la production alimentaire. Le 23 mars 2024, le Président Chakwera a déclaré l'état de catastrophe dans 23 districts du Malawi. La crise a été aggravée par de précédentes catastrophes climatiques, dont la tempête tropicale Ana en 2022 et le cyclone Freddy en 2023, qui avaient entraîné un épuisement des réserves alimentaires et un déficit en céréales de 580 000 tonnes; la période de soudure risque donc de démarrer précocement et d'être très marquée en 2024/25. L'insécurité nutritionnelle s'accroît, s'accompagnant d'une multiplication des cas de malnutrition chez les enfants, et l'insécurité alimentaire pourrait entraîner une hausse des taux d'abandon scolaire et amoindrir la capacité des agriculteurs à contribuer aux programmes de repas scolaires. Les pénuries de maïs au niveau régional et le retard dans les importations viennent s'ajouter aux facteurs qui rendent nécessaires de toute urgence des efforts coordonnés pour faire face à une crise de plus en plus grave.
6. **La deuxième révision du PSP pour la Zambie (2023–2028)** accroît le nombre de bénéficiaires de 1,1 million de personnes et le budget global de 68 millions de dollars. Les conditions météorologiques engendrées par le phénomène El Niño ont provoqué une sécheresse en Zambie, et 74 pour cent de la population totale se trouvent de ce fait en situation d'urgence humanitaire. Environ 6,6 millions de personnes se trouvant dans 84 districts ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence. La deuxième révision permet au PAM de faire face à la crise, dont l'ampleur nécessite d'adapter les mesures prévues dans la première révision du PSP.

## Révisions et augmentations ou diminutions budgétaires approuvées par le Conseil d'administration

7. **La deuxième révision du PSP pour le Togo (2022–2026)** augmente le nombre de bénéficiaires de 466 332 personnes et le budget global de 78,2 millions de dollars. Cette révision permet la transposition à une plus grande échelle des activités relevant des effets directs 1, 2 et 3 du PSP afin de faire face aux besoins humanitaires aigus résultant des répercussions du conflit au Sahel. Depuis 2022, l'insécurité croissante, l'arrivée de près de 38 000 réfugiés et le déplacement à l'intérieur du pays de 32 000 personnes ont attisé la concurrence que suscitent des ressources peu abondantes, ce qui a accentué l'insécurité alimentaire aiguë dont souffrent plus de 420 000 personnes au Togo. Les taux de malnutrition chez les enfants restent préoccupants et, en 2023, les restrictions d'accès ont retardé la livraison d'une assistance alimentaire indispensable. Bien qu'il existe un programme axé sur la résilience, conduit par les pouvoirs publics, qui vise à faire face aux besoins socioéconomiques à long terme, celui-ci ne permet toutefois pas de répondre aux besoins humanitaires urgents.
8. **La cinquième révision du PSP pour la Sierra Leone (2020–2024)** réduit le nombre de bénéficiaires de 663 837 personnes, et augmente le budget global de 44,3 millions de dollars. Elle prolonge le PSP d'une année, jusqu'au 31 décembre 2025, ce qui doit permettre au PAM d'harmoniser le prochain PSP avec le Plan-cadre de coopération établi pour 2025-2030. Cette révision vise en outre à remédier à la forte insécurité alimentaire qui perdure et aux répercussions économiques de la crise mondiale du coût de la vie et du déclin macroéconomique prolongé. Cette révision budgétaire permettra au bureau de pays d'adapter ses opérations, compte tenu également du financement supplémentaire reçu pour le programme de repas scolaires.

## Révisions et augmentations ou diminutions budgétaires approuvées par la Directrice exécutive

9. **La première révision du plan stratégique de pays provisoire (PSPP) pour le Yémen (2023–2025)** réduit de 3,4 millions de personnes le nombre de bénéficiaires et de 2 908 millions de dollars le budget global. Malgré la poursuite de l'accentuation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Yémen, les opérations du PAM dans le pays pâttissent d'un grave déficit de financement. La présente révision prévoit donc plusieurs modifications visant à faire mieux concorder les opérations prévues dans le PSPP avec les niveaux de financement probables, dans le cadre de la transition opérée à l'échelle du PAM vers une approche de la budgétisation plus viable. Le PAM dialogue avec les autorités de Sanaa pour revoir le ciblage en vue de privilégier l'apport d'une assistance aux personnes les plus vulnérables au sein des populations ciblées. Le manque de financement ayant aussi des incidences sur les activités de prévention de la malnutrition, cette révision a pour effet de réduire le nombre de bénéficiaires prévus pour ces activités.
10. **La première révision du PSP pour le Soudan du Sud (2023–2025)** augmente le nombre de bénéficiaires de 478 485 personnes et réduit le budget global de 637,8 millions de dollars. Elle prend en compte les changements opérationnels apportés au budget du PSP et au nombre total de bénéficiaires pour 2024 et 2025 face à l'intensification des besoins humanitaires et au tarissement des ressources, qui ont contraint le PAM à prendre la difficile décision de revoir à nouveau l'assistance prévue pour privilégier les personnes les plus vulnérables au sein des groupes de population qui étaient ciblés au départ. Au titre de cette révision, le PAM fournira une assistance vitale à 478 485 personnes qui ont récemment pâti du conflit lié à la crise au Soudan, ce qui portera à 7,6 millions de personnes le nombre total de personnes ayant reçu une aide pendant toute la durée du PSP. Parallèlement, la révision donne lieu à une réduction de 1 880 000 personnes du nombre de bénéficiaires prévus pour ce qui est de l'assistance alimentaire générale en 2024 et en 2025.

11. **La troisième révision du PSP pour la Somalie (2022–2025)** accroît le nombre de bénéficiaires de 647 862 personnes et réduit le budget global de 532,4 millions de dollars. Bien que la situation humanitaire en Somalie reste désastreuse, le niveau des besoins humanitaires et la baisse des prévisions de financement ont conduit le PAM à ajuster les cibles de ses interventions visant à sauver des vies, conformément à la stratégie du bureau de pays consistant à privilégier l'aide aux personnes les plus vulnérables au sein des groupes ciblés.
12. **La quatrième révision du PSP pour le Congo (2019–2024)** augmente le nombre de bénéficiaires de 214 113 personnes et le budget global de 93,2 millions de dollars. Cette révision prolonge le PSP de deux ans, jusqu'en décembre 2026, afin qu'il continue de concorder avec le plan national de développement pour 2022–2026 et le PNUAD pour 2020-2026. Les ajustements prévus, qui prennent en considération les changements survenus dans l'environnement opérationnel, ont été définis compte tenu des données factuelles issues d'évaluations, d'examen, d'analyses, du suivi et de consultations organisées en interne et à l'extérieur, ainsi que des priorités du PAM. Le Congo doit faire face à des besoins humanitaires de plus en plus importants en raison de l'arrivée de réfugiés en provenance de la République démocratique du Congo. Environ 65 pour cent des ménages demandant l'asile souffrent d'insécurité alimentaire et plus de 336 000 personnes ont subi les répercussions d'inondations récurrentes depuis la fin de 2023. Le PAM transpose ses activités d'appui à une plus grande échelle en apportant une assistance alimentaire, en renforçant les capacités des systèmes d'intervention nationaux et en mettant en œuvre des programmes de repas scolaires, tout en cherchant des solutions aux problèmes logistiques qui se posent dans des zones difficiles d'accès telles que la Likouala, où vivent 57 pour cent des réfugiés présents dans le pays. La révision permettra d'améliorer la coordination, la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités des petits exploitants agricoles et des institutions, ce qui est primordial si l'on entend pérenniser l'action menée.
13. **La première révision du PSP pour le Bangladesh (2022–2026)** augmente le nombre de bénéficiaires de 195 000 personnes et réduit le budget global de 63,7 millions de dollars. La révision introduit trois grands changements. Elle présente des prévisions actualisées établies à partir des évaluations et des plans d'intervention en vigueur, y compris pour Bhasan Char. Elle réorganise en outre les composantes des programmes du PSP et donne un caractère officiel aux réductions budgétaires, notamment celles découlant de la fermeture de certains services. Ces changements prennent en compte l'évolution des besoins et donnent suite aux demandes du Gouvernement en développant le soutien aux filets de protection sociale en milieu urbain, dont ne bénéficient actuellement que 11 pour cent des habitants des taudis urbains – contre 30 pour cent des habitants des zones rurales –, et en fournissant une assistance technique pour améliorer la capacité des pouvoirs publics à gérer le programme national de repas scolaires et à le transposer à une plus grande échelle, en particulier à Cox's Bazar. La révision regroupe les activités de renforcement de la résilience, qui relèvent désormais d'un seul effet direct du PSP, afin d'adopter une démarche plus intégrée. De plus, elle rend officielle la fin des projets achevés, dont le projet d'ingénierie à l'appui de la maintenance des sites, et les services auxquels il a été progressivement mis un terme, tels que ceux ayant trait à la logistique et aux télécommunications d'urgence, compte tenu de l'amélioration des capacités locales et de la mise en œuvre d'une stratégie de transition.

14. **La cinquième révision du PSP pour le Rwanda (2019–2024)** augmente le nombre de bénéficiaires de 600 personnes et le budget global de 8 millions de dollars. Elle prolonge en outre de deux mois le PSP en cours, jusqu'en février 2025, à des fins de concordance avec les dates du Plan-cadre de coopération pour la période 2025–2029 et de la deuxième stratégie nationale de transformation, dont la mise en œuvre ira de 2024 à 2029. Un nouveau PSP sera soumis au Conseil pour approbation à sa première session ordinaire de 2025, puis devrait être mis en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> mars 2025.

### **Révisions approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués**

15. **La première révision du PSPP pour le Venezuela (République bolivarienne du) (2023-2025)** accroît le nombre de bénéficiaires de 95 661 personnes et réduit le budget global de 114 millions de dollars. Elle fait davantage coïncider le PSPP avec le cadre opérationnel en vigueur du PAM pour ce qui touche aux activités, aux bénéficiaires, à l'enveloppe budgétaire nécessaires et aux ressources disponibles. Bien que le budget ait été réduit compte tenu de la diminution des besoins, le nombre global de bénéficiaires a augmenté, principalement en raison de la hausse du nombre d'écoliers du primaire couverts par les activités relatives aux repas scolaires. Les coûts connexes ont aussi été ajustés en fonction des taux d'exécution du bureau de pays.
16. **La quatrième révision du PSPP pour la République populaire démocratique de Corée (2019–2025)** augmente le nombre de bénéficiaires de 803 134 personnes et le budget global de 37,3 millions de dollars. Elle prolonge le PSPP jusqu'au 31 décembre 2025, faisant ainsi coïncider le calendrier de la planification stratégique du PAM avec le cadre stratégique des Nations Unies tout en permettant au PAM de rester prêt à reprendre ses opérations rapidement et efficacement une fois que le personnel international retournera dans le pays et que la situation en matière de sécurité alimentaire pourra être évaluée. La République populaire démocratique de Corée a fermé ses frontières aux biens et aux personnes en février 2020 dans le cadre de sa stratégie de prévention de la diffusion de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Les derniers membres du personnel international du PAM et des organismes des Nations Unies ont quitté le pays en mars 2021, et aucune assistance du PAM n'a été distribuée dans le pays depuis. La révision prolonge jusqu'en 2025 le plan fondé sur les besoins de 2024, qui a été légèrement modifié afin de tenir compte des prix des produits alimentaires et des frais d'expédition en vigueur. Elle prévoit une augmentation du financement alloué aux activités de suivi, conformément aux modifications apportées aux normes du PAM en matière d'assurances à donner depuis la précédente révision budgétaire.
17. **La quatrième révision du PSP pour Cuba (2021–2024)** accroît de 245 930 personnes le nombre de bénéficiaires et de 36,9 millions de dollars le budget global. Elle proroge le PSP d'un an, jusqu'au 31 décembre 2025, en cohérence avec la prolongation d'une année du Plan-cadre de coopération. La révision permettra aussi au PAM d'harmoniser la formulation du prochain PSP avec celle du cadre de développement national et du Plan-cadre de coopération pour 2026-2030. Au vu de la situation économique complexe, le Gouvernement a demandé au PAM de l'aider à mobiliser des ressources pour faire face à des besoins accrus. Du fait des effets conjugués de l'inachèvement des réformes économiques, ainsi que des répercussions persistantes de l'ouragan Ian, qui a frappé l'île en septembre 2022, Cuba connaît la pire récession de ces 30 dernières années.

18. **Au titre de la deuxième révision du PSP pour le Liban (2023–2025)**, le nombre de bénéficiaires demeure inchangé, tandis que le budget global connaît une augmentation de 31,9 millions de dollars. Pour faire face à la flambée des hostilités au Liban, cette révision prévoit deux nouvelles activités de prestation de services au titre de l'effet direct 5 du PSP: l'une concernant le module des télécommunications d'urgence, l'autre le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies. De plus, elle apporte des ajustements opérationnels destinés à amplifier l'action des modules de la logistique et de la sécurité alimentaire, ainsi que les activités de renforcement des capacités en matière de protection sociale. La flambée des hostilités survenue au Liban en septembre 2024 a entraîné la destruction des infrastructures et des chaînes d'approvisionnement, le déplacement d'environ 1,3 million de personnes et une forte aggravation de l'insécurité alimentaire. Les dégâts qu'ont subis les infrastructures essentielles de transport, d'informatique et de télécommunication perturbent les opérations ordinaires et entravent grandement les interventions humanitaires.
19. **Au titre de la troisième révision du PSP pour l'État de Palestine (2023–2028)**, le nombre de bénéficiaires reste inchangé, tandis que le budget global connaît une augmentation de 30 millions de dollars. Cette révision prévoit une hausse du budget de l'activité 5 du PSP, en lien avec le module de la logistique, devant permettre au PAM de fournir un soutien logistique accru aux intervenants humanitaires travaillant à Gaza. Compte tenu des hostilités en cours à Gaza et des difficultés d'accès auxquelles le PAM et les autres intervenants qui fournissent une assistance humanitaire continuent de se heurter, le module de la logistique a dû s'adapter et amplifier ses activités pour faire face à l'évolution des besoins, notamment en établissant un nouveau couloir humanitaire passant par Chypre. Les conditions d'intervention étant difficiles, des équipements, des outils et des moyens supplémentaires sont nécessaires pour faire parvenir l'aide humanitaire à l'intérieur du territoire et l'y acheminer, ainsi que pour apporter aux personnes les plus vulnérables une assistance vitale.
20. **La troisième révision du PSP pour la Côte d'Ivoire (2019–2025)** accroît le nombre de bénéficiaires de 209 031 personnes et le budget global de 30,3 millions de dollars. La révision fait suite aux ajustements qu'il a fallu apporter pour faire face à l'arrivée d'un nombre croissant de réfugiés et de demandeurs d'asile, provoquée par la situation en matière de sécurité au Burkina Faso, et prend en compte les contributions récemment allouées qui vont permettre au bureau de pays de donner plus d'ampleur à ses activités. Elle permet aussi de faire face à une augmentation du nombre d'enfants recevant des repas scolaires, due à la fois à la hausse des taux de scolarisation et au fait que de nouveaux financements pourraient être obtenus en faveur du développement des programmes de repas scolaires.
21. **La troisième révision du PSP pour Djibouti (2020–2025)** réduit de 78 111 personnes le nombre de bénéficiaires et augmente de 27,7 millions de dollars le budget global. Elle prolonge le PSP d'un an, jusqu'en décembre 2025, afin que puisse être établi un nouveau PSP pour 2026–2030, qui concordera avec le plan national de développement pour 2025-2030 et le Plan-cadre de coopération pour 2025–2030. En outre, le bureau de pays disposera ainsi de plus de temps pour contribuer à l'élaboration du plan national de développement et du Plan-cadre de coopération, avant de passer à la formulation du nouveau PSP.

22. **La deuxième révision du PSP pour le Mozambique (2022–2026)** augmente le nombre de bénéficiaires de 356 352 personnes et le budget global de 19 millions de dollars. Elle vise à intensifier la mise en œuvre de programmes destinés à lutter contre la poursuite de l'accentuation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition découlant de la sécheresse et du conflit. Au titre de cette révision, des ajustements sont apportés aux activités relevant des effets directs 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du PSP, concernant notamment la prestation de services aux partenaires. Le Mozambique pâtit d'une insécurité alimentaire et nutritionnelle catastrophique, 37 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance et 63 pour cent d'anémie. Ces difficultés sont encore aggravées par le conflit, les déplacements de population, le coût élevé des denrées alimentaires et le manque de variété de l'alimentation, en particulier dans les régions de Cabo Delgado, Nampula et Niassa. Des catastrophes naturelles en chaîne, notamment des cyclones et des sécheresses provoquées par le phénomène El Niño, ont fortement poussé à la hausse le nombre de personnes gravement touchées par l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure, qui a atteint 773 281 personnes.
23. **La deuxième révision du PSP pour la République démocratique populaire lao (2022–2026)** augmente le nombre de bénéficiaires de 251 679 personnes et le budget global de 14,8 millions de dollars. Cette révision vise à répondre aux besoins qui deviennent chroniques sous l'influence de la conjoncture défavorable qui existe dans le pays, et donne suite aux demandes faites au PAM d'assurer la prestation de services partagés au profit du Gouvernement et d'autres parties prenantes. Compte tenu de la situation, les donateurs sont fortement mobilisés en faveur des activités prévues au titre de l'ensemble des effets directs du PSP.

### **Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués**

24. **La cinquième révision du PSP pour l'Iraq (2020–2024)** réduit de 167 400 personnes le nombre de bénéficiaires et de 32,6 millions de dollars le budget global. Elle prolonge le PSP de deux mois, jusqu'en février 2025, afin de le faire pleinement concorder avec le nouveau Plan-cadre de coopération. Un nouveau PSP sera présenté au Conseil pour approbation à sa première session ordinaire de 2025. La révision a aussi pour effet d'ajuster le nombre de bénéficiaires et la valeur des transferts.
25. **La troisième révision du PSP pour la République-Unie de Tanzanie (2022–2027)** accroît de 255 620 personnes le nombre de bénéficiaires et de 13,6 millions de dollars le budget global. Elle intervient à l'issue de la réception de nouvelles contributions pluriannuelles en faveur des interventions de protection sociale adaptative, des mesures d'anticipation et d'un nouveau projet encourageant l'utilisation d'énergies propres pour cuisiner. De plus, elle regroupe toutes les interventions menées à l'appui de l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés au titre d'un seul effet direct du PSP.
26. **La deuxième révision du PSP pour la République kirghize (2023–2027)** augmente le nombre de bénéficiaires de 183 850 personnes et le budget global de 10,1 millions de dollars. Elle ajuste les plans opérationnels pour le reste de la période couverte par le PSP, compte tenu des conditions qui règnent dans le pays, qui reste fragile malgré la croissance du produit intérieur brut. Le taux de prévalence de la pauvreté s'élève à 30 pour cent – soit 10 points de pourcentage de plus qu'en 2019, avant la pandémie de COVID-19. En sus, 10 pour cent de la population risque de sombrer dans la pauvreté. La vulnérabilité sociale est encore aggravée par l'accentuation des risques environnementaux, la dégradation des ressources naturelles et la multiplication des catastrophes de petite et moyenne ampleur, qui ont causé en 2024 30 pour cent de dégâts matériels en plus qu'en 2023.

27. **La première révision du PSP pour le Pérou (2023–2026)** réduit de 17 021 personnes le nombre de bénéficiaires et augmente de 9,2 millions de dollars le budget global. Au titre de l'effet direct 1 du PSP, le bureau de pays fournit une assistance de type monétaire aux migrants qui sont en transit ou installés, le montant des transferts étant calculé à la lumière d'une étude du panier de dépenses minimum menée par le groupe de travail sur les interventions de type monétaire de la Plateforme de coordination interinstitutions pour les réfugiés et les migrants en provenance du Venezuela. Bien que les besoins soient en hausse, l'augmentation du montant des transferts nécessaires pour financer le panier de dépenses minimum conjuguée aux ressources financières limitées dont il dispose obligent le PAM à réduire le nombre de personnes auxquelles il portera assistance jusqu'à la fin de la période de mise en œuvre du PSP et à cibler plus précisément son assistance. La révision comporte donc une hausse du montant des transferts de type monétaire et une réduction du nombre de bénéficiaires au titre de l'activité 1 relevant de l'effet direct 1 du PSP.
28. **La quatrième révision du PSPP pour l'Algérie (2019–2025)** conserve inchangé le nombre de bénéficiaires, augmente le budget global de 7,4 millions de dollars et prolonge le PSPP de deux mois. Elle ajoute une composante "transferts de type monétaire" au titre des activités 1 (assistance alimentaire générale) et 2 (repas scolaires) et apporte plusieurs autres ajustements opérationnels. En septembre 2024, de fortes pluies et des inondations ont endommagé les infrastructures et les logements dans le camp de Dakhla, ce qui a eu des répercussions pour 538 ménages et mis en évidence la nécessité de renforcer la préparation aux situations d'urgence au niveau local. L'état nutritionnel des personnes vivant dans les camps se dégrade, 78 pour cent de la population étant en situation d'insécurité alimentaire ou risquant d'en souffrir, et les taux de malnutrition aiguë globale atteignant 10,7 pour cent. Face à ces problèmes, les approches visant à faire évoluer la société et les comportements seront perfectionnées pour promouvoir l'adoption d'une alimentation saine et une meilleure utilisation des aliments. De plus, distribuer des repas scolaires présentant un apport nutritionnel plus satisfaisant et composés d'aliments plus variés contribuera à répondre aux besoins particuliers des enfants d'âge scolaire et permettra d'adapter ces repas aux préférences de la population locale.
29. **La première révision du PSPP pour la République islamique d'Iran (2023–2025)** réduit le nombre de bénéficiaires de 8 286 personnes et augmente de 5,8 millions de dollars le budget global. Compte tenu du Plan-cadre de coopération pour 2023-2027, cette révision prolonge le PSPP de 24 mois, jusqu'à la fin du mois de décembre 2027. Elle apporte en outre plusieurs modifications d'ordre opérationnel au PSPP, du fait de l'évolution de la situation. Bien que le budget global soit en hausse, un volet du budget subit un recul du fait de la suspension de projets relatifs à l'établissement de deux zones d'installation de réfugiés, que le PAM avait prévu d'appuyer, ainsi que de la dévaluation du rial iranien, qui a donné lieu à des économies au niveau des opérations du PAM.
30. **La troisième révision du PSP pour le Timor-Leste (2023–2025)** augmente de 40 personnes le nombre de bénéficiaires et augmente le budget global de 3,8 millions de dollars. Cette révision tient compte de nouveaux financements obtenus pour les activités relevant des effets directs 2 et 4 du PSP, ainsi que d'une légère hausse des coûts d'appui directs. Le PAM recevra un financement pluriannuel pour aider le Gouvernement dans le cadre d'un projet conjoint d'alimentation scolaire utilisant la production locale, qui sera mis en œuvre sous sa houlette; l'Organisation internationale du Travail et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance se chargeront respectivement des composantes "inclusion" et "nutrition". De plus, le Gouvernement a alloué au PAM un montant de 700 000 dollars, sur le budget national, afin qu'il assure à la demande la prestation de services en lien avec l'achat d'aliments nutritifs spécialisés destinés à une intervention cruciale axée sur la santé et la nutrition.

31. **Au titre de la première révision du PSPP pour le Myanmar (2024–2025)**, le nombre de bénéficiaires demeure inchangé et le budget global augmente de 2,2 millions de dollars. En raison de la dégradation de la situation humanitaire au Myanmar, le PAM a été sollicité pour fournir un soutien logistique ponctuel aux partenaires et organisations humanitaires dans le pays. La révision modifie le PSP pour prendre en compte ces activités.
32. **La sixième révision du PSP pour l'Arménie (2019–2025)** réduit de 12 317 personnes le nombre de bénéficiaires et augmente de 1,2 million de dollars le budget global. Elle prévoit l'ajout de lait à l'assortiment alimentaire entrant dans la composition des repas scolaires fournis par le PAM, ainsi qu'une réduction du nombre de bénéficiaires compte tenu de l'évolution de la situation dans le pays, et apporte des ajustements techniques au budget. En 2023–2024, afin de promouvoir une nutrition saine chez les écoliers, le PAM a mis en œuvre avec succès le programme expérimental consistant à servir du lait à l'école (*milk to school*), qu'il transposera à une plus grande échelle pendant l'année scolaire 2024/25, comme l'a demandé le Gouvernement. En outre, face à l'augmentation des besoins alimentaires et nutritionnels des réfugiés et des communautés d'accueil à la suite du conflit de 2023 et à la hausse des coûts afférents à la préparation à l'arrivée de l'hiver, le PAM élargira l'assistance fournie au titre de ses interventions d'urgence et de ses activités de protection sociale afin de venir en aide en 2024 à un plus grand nombre de réfugiés et de communautés d'accueil touchées par la crise.
33. **La première révision du PSP pour le Népal (2024–2028)** accroît le nombre de bénéficiaires de 79 760 personnes et le budget global de 1,1 million de dollars. Elle tient compte de la nécessité pour le PAM de transposer son intervention à une plus grande échelle pour répondre à des besoins humanitaires accrus dans le sillage du séisme qui a frappé en novembre 2023 la province de Karnali, touchant 250 000 personnes et endommageant gravement les infrastructures. Les opérations de secours et les ressources mobilisées par le PAM dans un premier temps n'ont pas suffi pour venir en aide à tous les ménages touchés.
34. **La troisième révision du PSP pour El Salvador (2022–2027)** augmente de 1,9 million de personnes le nombre de bénéficiaires et de 419 404 dollars le budget global. Elle élargit l'assistance technique fournie par le PAM au programme national d'alimentation scolaire et de santé à l'école en tirant parti des bons résultats de l'activité 9 du PSP, qui a notamment consisté à mettre en place en 2023 une initiative respectueuse de l'environnement intitulée "cuisiner dans un conteneur" (*kitchen-in-a-box*). Elle permet aussi d'apporter des ajustements au budget des activités 3, 4 et 5 relevant des effets directs 3 et 4 du PSP.
35. **La cinquième révision du PSP pour l'Eswatini (2020–2025)** maintient le même nombre de bénéficiaires et augmente de 244 395 dollars le budget global. Le bureau de pays poursuivra la mise en œuvre du projet pilote relatif à l'alimentation scolaire utilisant la production locale afin d'apporter un soutien aux écoliers jusqu'en décembre 2024. Au titre de cette révision, une modalité prévoyant la distribution de bons sera ajoutée au titre de l'activité 3 relevant de l'effet direct 3 du PSP, ce qui permettra aux écoles d'acheter des légumes et des œufs pour compléter l'assortiment entrant dans le cadre de l'alimentation scolaire utilisant la production locale.
36. **La deuxième révision du PSP pour la Tunisie (2022–2025)** accroît de 600 personnes le nombre de bénéficiaires et de 300 232 dollars le budget global. Compte tenu des besoins recensés lors des réunions de planification communautaire participative, et conformément aux projets relevant du Programme commun pour l'accélération des progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales, la révision met en place des transferts de type monétaire en complément des activités de création d'actifs et de formation prévues au titre de l'activité 1 relative à l'aide à apporter aux petits exploitants agricoles. Cela permettra aux participants de dégager un revenu tout en contribuant à la remise en état des actifs de leur communauté, ainsi que d'acquérir de nouvelles qualifications qui pourraient renforcer leur résilience et favoriser la création de revenus.

37. **La première révision du PSP pour le Honduras (2023–2027)** ne modifie pas le nombre de bénéficiaires ni le budget global. Il s'agit d'une révision technique, non liée à une crise, et elle ne suppose aucune augmentation ou diminution du budget du PSP pour 2023–2027. Cette révision vise principalement à élargir la portée des interventions menées par le PAM au titre de l'activité 9 et à réaffecter le budget destiné aux activités d'analyse, de suivi et d'évaluation au titre de tous les effets directs, produits et activités du PSP, afin de respecter les directives institutionnelles les plus récentes. Cette révision ne prévoit pas de nouveaux effets directs du PSP ni de nouvelle intervention face à une situation d'urgence.

## Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire